



## NON A LA REGRESSION SOCIALE PROGRAMMEE

Le 6 mai 2007, le suffrage universel a parlé : Nicolas Sarkozy a été élu 6<sup>ème</sup> Président de la V<sup>ème</sup> République. Notre Union Syndicale "Solidaires" avait alerté sur le caractère dangereux de la vision de la société et du programme portés par le candidat Sarkozy. Ce qui était hier promesses ou menaces va devenir demain la feuille de route du gouvernement.

L'élection de Nicolas Sarkozy, candidat du Medef, aura donc réussi la gageure de convaincre qu'il était le candidat de la France qui se lève tôt et de toutes celles et tous ceux qui souffrent dans la société d'aujourd'hui tout en chassant sur les terres du Front National. Cette élection reflète moins un vote d'adhésion aux mesures qu'ils préconisent que sa capacité à faire passer celles-ci pour une volonté de renouvellement, de rupture avec la situation actuelle aux yeux même d'une partie des victimes d'un système économique, générateur d'inégalités croissantes, dont il est pourtant le défenseur ardent.

Cette élection est une mauvaise nouvelle pour les salariés, ayant un emploi, et pour les chômeurs, les retraités, les précaires, qui seront visés par ses attaques annoncées contre leur droit au travail, contre le SMIC (il a laissé entendre qu'il ne donnerait pas de "coup de pouce"), contre leurs droits face aux licenciements, contre le droit syndical et le droit des agents et des salariés à être défendus et à revendiquer, contre le droit de grève, contre la réduction de la durée du temps de travail, contre le droit à la santé, contre la laïcité, contre les services publics et les fonctionnaires.

C'est une mauvaise nouvelle pour les jeunes, les étudiants, qui vont voir leur chance encore plus réduite de bénéficier d'une formation de haut niveau, publique et gratuite.

Malgré son élection, il n'est pas du tout acquis qu'il recueille l'adhésion des salariés, des jeunes et, plus globalement, de la population lorsqu'il traduira son projet politique en mesures concrètes. Face à la situation créée le 6 mai et à la volonté affichée du nouveau président d'agir dès les premiers jours, de légiférer dès l'été, il y a nécessité à multiplier les lieux de contre-pouvoirs.

Le mouvement syndical et, plus largement, l'ensemble du mouvement social ont une lourde responsabilité, celle de construire des cadres unitaires afin de préparer les initiatives et les mobilisations permettant la mise en place des rapports de force nécessaires pour faire échec à sa politique de régression sociale.